

Edito | Oui, il y a de bonnes raisons de défendre l'Europe le 26 mai

Un mois , un petit mois avant de se rendre aux urnes, ce 26 mai prochain, pour élire les députés qui siègeront à Strasbourg au sein du prochain Parlement européen. La belle affaire diront trop d'entre nos concitoyens ; c'est loin de nous et à quoi ça sert ? D'ailleurs, ne comptons pas trop sur les médias français pour nous en informer... Et, pourtant, vous qui vous intéressez par exemple à la question des pesticides et des projets nécessaires de notre agriculture, vous qui vous mobilisez parfois, savez-vous que l'un de vos députés de chez nous, Eric Andrieu, a mené le combat au niveau européen, résisté à la tête d'une commission ad hoc à ces lobbys bruxellois dont on parle tant et obtenu des avancées considérables, y compris en bloquant des importations de pommes de terre canadiennes traitées avec des produits interdits en Europe. C'est un autre député de chez nous, Alain Lamassoure qui ne se représente pas qui l'affirme, lui qui a été député et ministre : « je considère que j'ai pu avoir, en tant que député européen, une influence beaucoup plus grande que dans tous mes mandats antérieurs. »

Savez-vous, nous le rappelions, ici, il y a peu, que la fameuse directive sur le travail détaché a réuni une majorité de partis politiques, au-delà des clivages nationaux pour faire progresser le statut des chauffeurs routiers européens, ces forçats de la route dont les entreprises polonaises se fichaient bien de savoir leurs conditions de vie et de travail pourvu qu'ils aident à gagner des marchés.

Et, croyez-vous, du même coup, que si ce parlement n'existait pas, si l'Europe était jetée aux orties par ces marchands d'illusion qui claironnent le souverainisme pour un oui ou pour un non, qui ne disent mot sur la monnaie européenne, cet euro, qu'ils accusaient hier de tous les maux et se gardent bien de critiquer aujourd'hui, croyez-vous que si nous en revenions au retour aux frontières économiques et sociales, nous vivrions mieux ? Que la France, seule, dans un monde où la Chine et l'Amérique décideraient, seules, des règles du commerce international nous nous porterions mieux ?

Certes, notre Europe, celle qui a installé la culture de la paix dans le logiciel des peuples, vit un moment de son histoire où la question de l'identité bouscule l'horizon des vies, et fait le lit des nationalismes et de la xénophobie.

Dans le Grand Entretien qu'elle nous a accordé et que nous publions, ce jour, Isabelle Boudineau, vice-présidente du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine qui préside, au niveau européen, la commission qui suit la politique de cohésion des territoires, un lieu de grande importance pour défendre ces fonds structurels qui accompagnent nombre de projets dans les pays, nous fait part de son inquiétude, face à cette crise d'identité qui ne frappe pas que les pays communistes d'hier. Le grand courant migratoire, venu de l'autre côté de la Méditerranée, a pris de court une Europe, incapable de partager une politique organisée, où chaque pays devait prendre sa part. Le basculement politique de l'Italie, l'un des pays fondateurs de notre Europe, laissé en première ligne de ces migrations a été le révélateur le plus terrible de cette impuissance de l'Union, d'autant plus condamnable, qu'elle a jeté à la mer des milliers de personnes.

Voilà un défi que l'Union va devoir relever, d'une part en considérant que les migrations ne vont pas cesser au prétexte que l'on démantèlerait les réseaux de passeurs et, d'autre part, en renforçant son soutien au développement des pays africains .

Au-delà de ce défi sommes-nous capables d'assez de lucidité pour mettre en commun le potentiel de recherche et d'innovations de nos pays, au service d'une politique d'avant garde pour répondre aux grands enjeux du réchauffement climatique ?...Et mettre le paquet sur les énergies renouvelables avec des aides massives, d'ailleurs envisagées dans une série d'objectifs dits Horizon 2020.

Il est toujours possible de rêver cette Europe dont le budget commun reste faible mais ce n'est sûrement pas en regardant comme secondaire, ou de médiocre intérêt franco-français, le rendez-vous démocratique du 26 mai que nous servons l'avenir de nos pays.



Joël Aubert

Crédit Photo :

Publié sur aqui.fr le 28/04/2019

[Url de cet article](#)